

TENDANCES SOCIO ÉCONOMIQUES

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

N°19 - JUIN 2024



Cette lettre est le fruit d'une collaboration entre l'Antenne Isère d'Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises (Pôle Intelligence Économique et Territoriale) et le Département de l'Isère (Direction des Solidarités et Direction de la Performance et de la Modernisation du service au public).

Bi-annuelle, elle vise à résumer les principales tendances socio-économiques du département.

À RETENIR

En France : une croissance lente

En Isère : un ralentissement des créations d'emplois, une hausse du chômage, une baisse des allocataires du RSA qui ralentit

Les tendances générales	2
L'emploi salarié	3
Les créations d'entreprises	4
Les difficultés d'entreprises	4
Le chômage	5
Les allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA)	6
Économie de proximité	7
Zoom sur... la microélectronique	8

2023 | Des signes de dégradations dans un contexte d'incertitude

En 2023, après deux années exceptionnelles post COVID, les indicateurs marquent le pas au 2nd semestre. Les PIB européen et français entrent en stagnation, et l'inflation ralentit fortement en fin d'année.

En Isère, les indicateurs fléchissent à mi année : chute de l'emploi dans la construction et l'intérim, ralentissement dans l'industrie et le tertiaire, hausse du chômage, baisse du nombre d'allocataires du RSA sur un an mais augmentation au 4e trimestre 2023, hausse des défaillances d'entreprises et des licenciements économiques.

Il est encore trop tôt pour savoir s'il s'agit de turbulences économiques passagères ou si cette inversion de tendances sera durable.

Cette note termine par un zoom sur la microélectronique, en pleine croissance dans le département, qui recrute et draine des investissements massifs privés et publics.

Une faible croissance accompagnée d'un recul de l'inflation

INTERNATIONAL | Un maintien d'une faible croissance

D'après les prévisions du FMI, la croissance mondiale se maintiendrait à +3,2% en 2024, au même rythme qu'en 2023 : c'est le niveau le plus faible enregistré depuis plusieurs décennies.

Aux Etats-Unis, la croissance du PIB a atteint +2,5 % en 2023, bénéficiant de puissants soutiens publics.

En zone euro, elle est plus modeste (+0,5%), en raison du niveau élevé des prix de l'énergie, bien qu'en repli, et du durcissement des conditions de l'offre de crédit depuis fin 2022. Cette situation génère des effets négatifs sur l'investissement des entreprises et l'investissement dans l'immobilier résidentiel. Au 1^{er} trimestre 2024, la légère croissance du PIB (+0,3%) contraste avec la stagnation enregistrée au trimestre précédent. Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 2,4% en avril 2024 (7% en avril 2023).

FRANCE | Une croissance modérée au 1^{er} trimestre 2024

Sur l'ensemble de l'année 2023, la croissance française atteint +1,1% (après +2,6% en 2022). Malgré un ralentissement de la consommation et une baisse des investissements des ménages, l'activité a bénéficié d'un excédent du commerce extérieur et de la dynamique soutenue de l'investissement des entreprises et des administrations publiques.

Au 1^{er} trimestre 2024, le PIB croît modérément (+0,2% après +0,3% au 4^e trimestre 2023). L'investissement a diminué pour le 2^e trimestre consécutif (+0,4% après -1%), du fait du recul dans la construction et les biens d'équipement.

En avril 2024, l'inflation s'élève à 2,2% sur un an en France et poursuit son recul (+5,9% en avril 2023).

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | Une inflation qui pèse sur l'activité

En 2023, selon l'enquête de la Banque de France auprès des entreprises régionales, l'activité a ralenti dans un contexte de forte inflation.

Les chiffres d'affaires 2023 ont augmenté de +2,2% dans l'industrie, de +4,8% dans la construction et de +5,2% dans les services marchands. Cette augmentation est tirée par une hausse significative des prix de vente, conséquence des surcoûts supportés par les entreprises, notamment celui de l'énergie. En revanche, en volume, la situation est un peu moins favorable dans l'industrie (-1,2%) et la construction (-0,4%) mais reste légèrement positive dans les services (+0,7%).

À RETENIR

Croissance 2023
Monde +3,2%
Zone euro +0,5%
France +1,1%

Sources :

FMI, [Perspectives de l'éco mondiale - 16/04/2024](#)
 Banque Centrale Européenne <https://www.ecb.europa.eu/pub/projections/html/index.fr.html>

Eurostat <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/main/news/euro-indicators>

Insee, [PIB au 1^{er} trimestre 2024 - 31/05/2024](#)

Insee, [Point de conjoncture nationale - 14/03/2024](#)

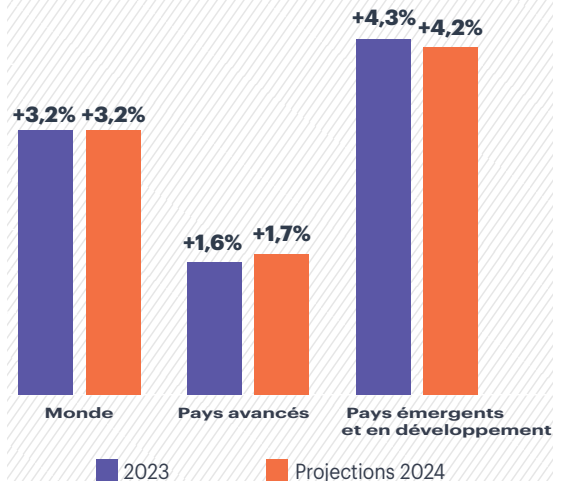
Insee, [Inflation - 30/04/2024](#)

Banque de France Auvergne-Rhône-Alpes, [Les entreprises en Auvergne-Rhône-alpes : bilan 2023 et perspectives-2024 - 27/02/2024](#)

Pour aller plus loin :

<https://www.imf.org/>
<https://www.insee.fr/>
<https://www.banque-france.fr/>

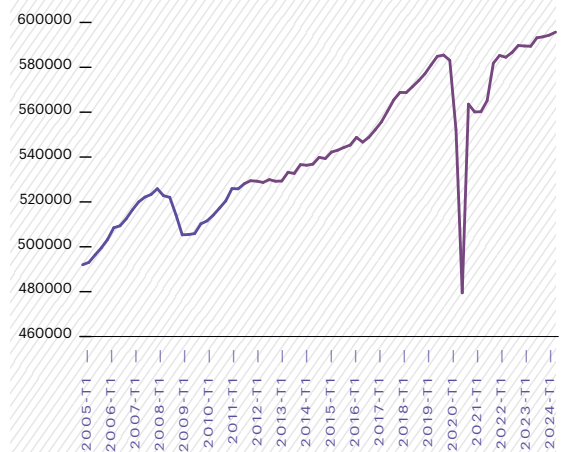
Projections de croissance du PIB



Évolution du PIB en France en volume

(en milliards d'euros)

Au 1^{er} trimestre 2024 : 595,7 Md€



Évolution des principales composantes du PIB en 2023

PIB	+1,1%
Production totale	+1,7%
Consommation des ménages	+0,9%
Investissement	+0,7%
Commerce extérieur	+0,6 point
Variations de stocks	-0,4 point

Source : Insee

Une faible croissance et des évolutions divergentes selon les secteurs

ÉVOLUTION | Un net ralentissement de l'emploi en 2023

Fin décembre 2023, l'Isère compte 376 640 emplois salariés dans le secteur privé, dont 69 % dans les activités tertiaires (y compris 5 % d'intérim), 23 % dans l'industrie et 8 % dans la construction.

Après la période inédite de reprise post Covid, la croissance de l'emploi a fléchi au cours de l'année 2023 et s'établit à +0,4 % en Isère (après +1,5 % en 2022). La tendance est comparable en France et en Auvergne-Rhône-Alpes (+0,5 % après +2 % en 2022).

Dans la région, le Rhône et la Savoie se démarquent avec une croissance de +1 % en 2023. Quatre départements ont connu une baisse d'emploi sur l'année : l'Allier, la Drôme, la Loire et la Haute-Loire.

ACTIVITÉS | Des pertes importantes dans la construction et l'intérim

Sur l'année 2023, l'Isère a enregistré 1 400 emplois supplémentaires, un chiffre qui résulte d'évolutions sectorielles divergentes : hausse dans l'industrie et le secteur tertiaire, baisse dans la construction et l'intérim.

L'industrie iséroise qui compte 86 170 salariés, a poursuivi ses recrutements en 2023 (+1 450 emplois). En tête des secteurs en croissance, se trouvent la microélectronique (+500 emplois) et les équipements électriques (+300). Même si le rythme a ralenti (+1,7 % contre +2,6 % en 2022), la dynamique départementale dans ce secteur reste toujours plus soutenue qu'en Auvergne-Rhône-Alpes et qu'en France (+1,1%).

Le commerce et les services (hors intérim) totalisent 242 300 salariés fin décembre 2023. Dans ces activités, l'emploi a augmenté au cours de l'année 2023 (+1,1 % soit + 2 610 emplois), à un rythme plus faible qu'en 2022 (+1,5 %), mais comparable à la tendance nationale ou régionale (+1%).

La construction a connu plusieurs années fastes, avant de subir un coup d'arrêt brutal en 2022. En 2023, 1 100 emplois salariés ont été supprimés en Isère, et la baisse (-3,4 %) est plus accentuée qu'en moyenne régionale (-1,2 %) ou nationale (-0,7%).

L'emploi intérimaire est une variable d'ajustement sur le marché du travail. Dans un contexte économique difficile, il s'est fortement contracté, entraînant la suppression de 1 560 postes en Isère en 2023. Là aussi, le département a subi une baisse plus importante qu'en France ou qu'en région.

À RETENIR

1 400 emplois supplémentaires entre le 4^e trimestre 2022 et le 4^e trimestre 2023

Sources : Urssaf, Dares (intérim)

Les données trimestrielles sont des effectifs salariés privés en fin de trimestre.

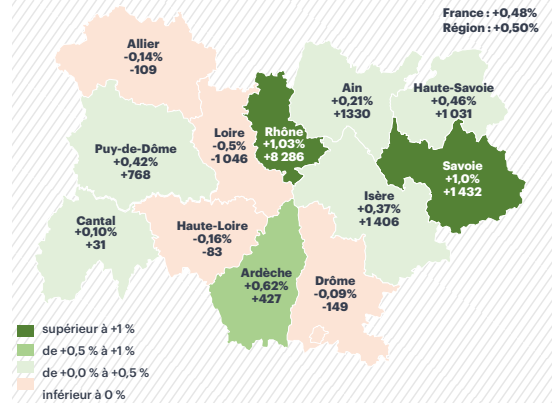
Précision : À partir de 2016, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises et générer des révisions accrues sur les données. Les données du dernier trimestre sont provisoires.

Le champ de l'Acos-Urssaf couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et les entreprises relevant de la Mutualité Sociale Agricole.

Pour aller plus loin :

<https://www.urssaf.org/home/observatoire-economique/publications/publications-regionales/rhone-alpes.html>

Évolution de l'emploi salarié privé entre le 4^e trimestre 2022 et 4^e trimestre 2023



Source : Urssaf, secteur privé hors agriculture, données CVS

Isère : évolution de l'emploi salarié privé par activité entre le 4^e trimestre 2022 et le 4^e trimestre 2023

	Isère	AURA	France
	Emploi 4 ^e trim. 2023	Variation sur un an	
Industrie	86 173	+1,7%	+1,1%
Construction	31 052	-3,4%	-0,7%
Commerce et services hors intérim	242 284	+1,1%	+0,9%
Intérim	17 134	-8,4%	-6,6%
Total emploi salarié privé	376 643	+0,4%	+0,5%
Total hors intérim	359 509	+0,8%	+0,8%

Source : Urssaf, secteur privé hors agriculture, données CVS

LES CRÉATIONS D'ENTREPRISES

En baisse sur un an

Sur l'année 2023, 18 655 entreprises ont été créées en Isère. Après 2 années records, la création d'entreprises est en léger recul par rapport à 2022 (-3,6% en Isère, -3,9% en Auvergne-Rhône-Alpes et -1% en France).

Cette baisse est surtout imputable aux sociétés (-14,5%) et aux entreprises individuelles classiques dans une moindre mesure (-2,9%). A l'inverse, le nombre de créations de micro-entreprises, qui représente 68% du total, est quasi stable.

Le département de l'Isère compte 148 créations pour 10 000 habitants (151 en Auvergne-Rhône-Alpes et 157 en France).

À RETENIR

18 655 créations d'entreprises

Sources : Insee REE Sirene, activités marchandes hors agriculture données brutes

Pour aller plus loin : <https://bpifrance-creation.fr/>

Nombre de créations d'entreprises sur l'année 2023

	Isère	Auvergne Rhône-Alpes	France	
	Nombre	Évolution 2022-2023		
Tous types d'entreprises	18 655	-3,6%	-3,9%	-1,0%
Sociétés	3 999	-14,5%	-12,0%	-7,9%
Micro-entrepreneurs	12 735	+0,2%	+1,4%	+3,1%
Entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs	1 921	-2,9%	-13,4%	-6,2%

Sources : Insee REE Sirene données brutes, BPI Création

LES DIFFICULTÉS D'ENTREPRISES

Une situation qui se dégrade

DÉFAILLANCE | Toujours en hausse

Entre mars 2023 et février 2024, 1156 défaillances ont été enregistrées en Isère, en hausse de 29 % par rapport à l'année précédente (+38 % en Auvergne-Rhône-Alpes et +32 % en France).

Selon l'analyse de la Banque de France, cette forte progression résulte d'un double effet : le ralentissement actuel de l'économie d'une part, et le rattrapage du « retard de défaillances » observé pendant la période Covid d'autre part.

LICENCIEMENT ECONOMIQUE | En hausse

En 2023, 2 205 licenciements économiques ont été enregistrés en Isère, en augmentation de 45 % par rapport à 2022 (1 522), et de 9 % par rapport à 2019 (2 021). Cette hausse s'observe surtout à partir du 2nd semestre 2023.

Si cette hausse sur un an paraît importante, elle intervient après une année 2022 historiquement basse.

Ramené au poids des effectifs salariés de chacun des secteurs, la construction est 3 fois plus impactée, et le commerce 1,4 fois plus que la moyenne tous secteurs confondus.

ACTIVITÉ PARTIELLE | Une diminution de l'activité partielle, en particulier de longue durée

Le nombre d'heures d'activité partielle indemnisées en 2023 (378 000) diminue de 39 % par rapport à 2022 (622 000). Cette baisse concerne à la fois l'activité partielle de droit commun (200 000 ; -29 %) et l'activité partielle de longue durée (179 000 ; -47 %).

Depuis 10 mois consécutifs (d'avril 2023 à janvier 2024), avec les récentes évolutions réglementaires*, l'indemnisation de l'activité partielle de longue durée est inférieure à celle de droit commun.

À RETENIR

2 205 licenciements économiques

Sources : Défaillances d'entreprises : Banque de France Fiben

Licenciements économiques et activité partielle : Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) Isère

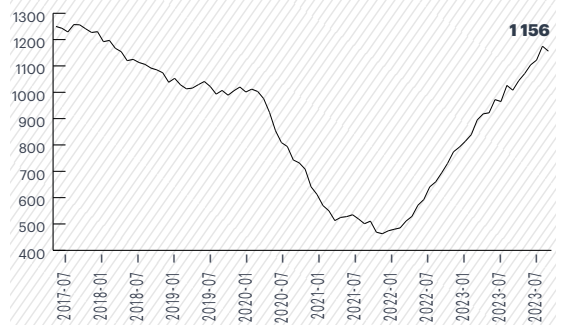
Définition :

Les statistiques de défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire soit directement la liquidation judiciaire. Il n'est pas tenu compte de l'issue des procédures : liquidation ou redressement par continuation ou reprise.

L'activité partielle de longue durée (APLD) a été mise en place pour aider les entreprises à faire face à l'impact de la crise sanitaire COVID-19 et des crises qui lui ont succédé.

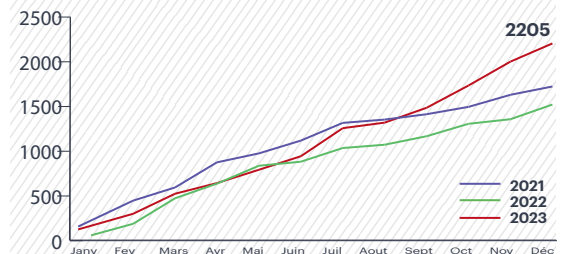
* Le dispositif APLD ne peut plus être mis en place dans une entreprise depuis le 1er janvier 2023, et les dispositifs mis en place avant cette date peuvent continuer à s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2026 au plus tard. (Travail-emploi.gouv)

Isère : évolution des défaillances d'entreprises en cumul annuel



Source : Banque de France, FIBEN

Évolution du nombre de licenciements économiques



Source : DDETS 38

Le chômage repart à la hausse en 2023

TAUX DE CHÔMAGE | Retour à la hausse

Fin 2023, le taux de chômage départemental était de 6,2% en Isère soit une hausse de 0,5 point sur 1 an, une évolution quasi-identique à celle de la France et de la région (+0,4 point). Le niveau de chômage a augmenté tout au long de l'année et sur tous les départements de la région.

Le taux de chômage de l'Isère est resté inférieur à ceux de la région (6,5 %) et de la France métropolitaine (7,5%).

Taux de chômage par zone d'emploi

- Grenoble (6,3% ; +0,4 point),
- Bourgoin-Jallieu (6,3% ; +0,3 point),
- Voiron (5,3% ; +0,4 point),
- Vienne-Annonay* (7,2% ; +0,4 point).

DEMANDEURS D'EMPLOI | Un retournement de tendance en 2023

Au 4^e trimestre 2023, le département comptait 87 090 demandeurs d'emploi dont 54 % sans activité (47 220 en catégorie A) et 46% en activité réduite (39 870 en catégories BC).

Au cours de l'année 2023, l'Isère a enregistré 490 demandeurs d'emploi supplémentaires en catégorie A. La hausse départementale (+1,0 %) est équivalente à celle de la région (+1,1 %) alors que la demande d'emploi en catégorie A est toujours orientée à la baisse à l'échelle nationale (-0,4 %). Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite est en légère augmentation sur un an (+0,6 % ; +220) comme à l'échelle régionale (+0,3 %) ou nationale (+1,5 %). Cette évolution masque une forte divergence entre ces deux catégories avec une nette hausse des demandeurs d'emploi en catégorie B (+4,8 %) et un recul des demandeurs, 1,7 fois plus nombreux, inscrits en catégorie C (-1,7%).

Au final les demandeurs d'emploi en catégories ABC sont plus nombreux (+710 sur 1 an, soit +0,8 %), une évolution un peu plus soutenue qu'en France (+0,4 %) et en région (+0,7 %). Les jeunes sont plus particulièrement touchés par ce retournement de situation (+5,5%) alors que le chômage des seniors est toujours orienté à la baisse (-0,7%).

Dans ce contexte moins favorable, la baisse du chômage de longue durée se poursuit (-4,2 % ; -13,7% en 2022) y compris celle du chômage de très longue durée (-9,6%).

Parmi les territoires isérois, la Bièvre et les Vals du Dauphiné sont en quasi stagnation (-0,7% et +0,2 % pour les catégories ABC). La demande d'emploi est en hausse sur tous les autres territoires, avec des taux d'évolution compris entre +1,2% et +4,7% en Isère Rhodanienne.

À RETENIR

Une hausse de **710** demandeurs d'emploi ABC en 2023
Taux de chômage **6,2%**

Sources : Insee, Pôle emploi, Drees - Les données trimestrielles des demandeurs d'emplois sont une moyenne sur le trimestre

*La ZE de Vienne-Annonay couvre 5 départements (147 communes dont 46 en Isère).

Définitions :

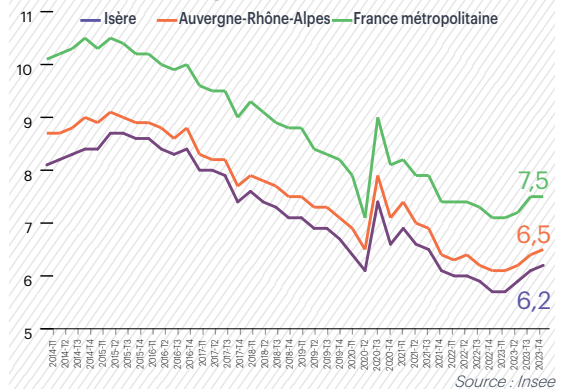
Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. Le calcul de ce taux s'appuie sur les critères stricts du B.I.T : un chômeur est une personne âgée de 15 ans ou plus qui remplit trois critères : « ne pas avoir eu d'activité rémunérée lors d'une semaine de référence », « être disponible pour travailler dans les deux semaines à venir » et « avoir effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ».

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité sur la période considérée.
- BC : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite sur la période considérée.
- Longue durée : demandeurs d'emploi depuis plus d'un an.
- Très longue durée : demandeurs d'emploi depuis plus de deux ans.

Pour aller plus loin : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/>

Évolution trimestrielle du taux de chômage au sens du BIT depuis le 1^{er} trimestre 2014

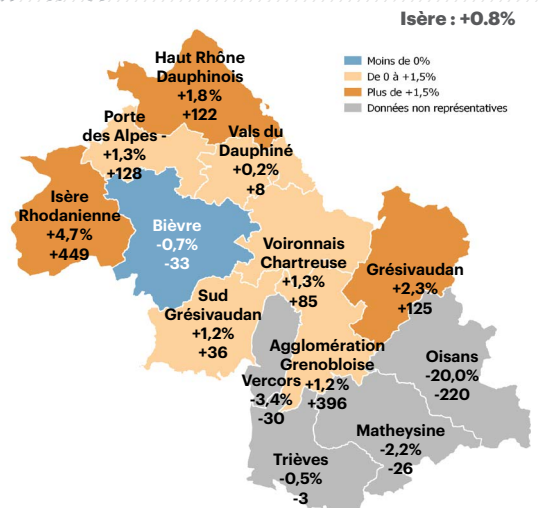


Isère : évolution des demandeurs d'emploi en 2023

	Au 4 ^e trimestre 2023	Evolution 2023
Isère catégorie ABC	87 090	+0,8%
Dont catégorie A	47 220	+1,0%
Dont catégorie BC	39 870	+0,6%
Dont moins de 25 ans	11 460	+5,5%
Dont plus de 50 ans	22 710	-0,7%
Longue durée (1 an et plus)	35 100	-4,2%
Très longue durée (2 ans et plus)	18 670	-9,6%

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares. Données CVS-CJO

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi cat. ABC entre décembre 2022 et décembre 2023 par territoires



Source : Pôle emploi-Dares, données brutes

Poursuite de la baisse mais de manière plus modérée

RSA | 4,2% des Isérois sont allocataires du RSA

Au 31 décembre 2023, 21 339 foyers étaient allocataires du RSA en Isère. En tenant compte des conjoints, des enfants et des autres personnes à charge, près de 44 100 Isérois sont concernés (soit 4,2% des Isérois de moins de 65 ans). Parmi les allocataires du RSA de décembre 2023, 1/3 perçoit le RSA depuis moins d'un an, 1/4 est allocataire depuis 5 ans ou plus (sans interruption de droit).

Plus de la moitié des allocataires sont des personnes isolées (36% d'hommes et 18% de femmes) et 1/3 sont des familles monoparentales (très majoritairement des femmes). Les couples sans enfant représentent 10% des allocataires.

Au 1^{er} avril 2024, les montants du RSA ont été revalorisés de +4,6% (à l'instar de plusieurs allocations sociales). Ainsi une personne seule perçoit 635,71 €, et une personne seule avec une personne à charge perçoit 953,56 €. A titre de comparaison, le seuil de pauvreté correspond à un revenu disponible de 1 158 € par mois pour une personne vivant seule et de 1 505 € une personne seule avec un enfant à charge.

ÉVOLUTION | Une diminution du nombre d'allocataires qui ralentit

La lente diminution du nombre d'allocataires du RSA enregistrée en 2022 s'est poursuivie sur les trois premiers trimestres 2023. Toutefois sur la fin de l'année 2023, le nombre d'allocataires est légèrement reparti à la hausse.

Sur l'ensemble de l'année, la baisse est de -1,3% (contre -1,4% en AURA et -1,9% en France Métropolitaine). Elle est deux fois moins importante que celle de 2022.

Cette baisse globale ne doit pas occulter certaines disparités notamment territoriales. En effet, parmi les territoires ayant un nombre d'allocataires significatif, les territoires du Nord Isère voient leur nombre d'allocataires stagner ou repartir légèrement à la hausse (Porte des Alpes +2,7%, Isère Rhodanienne +0,7% et +0,1% Haut Rhône Dauphinois). Les territoires du Grésivaudan et des Vals du Dauphiné enregistrent les baisses les plus marquées (-4,1% et -2,7%).

L'ensemble des profils des allocataires enregistrent des baisses, à l'exception des couples sans enfant. Ces baisses sont particulièrement marquées pour les plus jeunes allocataires (moins de 30 ans).

À RETENIR

Une baisse de **290 allocataires** de décembre 2022 à décembre 2023

Sources : Caisse d'Allocations Familiales, Département de l'Isère

Définition :

Le **revenu de solidarité active (RSA)** assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu qui varie selon la composition du foyer. Le RSA est ouvert, sous certaines conditions, aux personnes d'au moins 25 ans et aux jeunes actifs de 18 à 24 ans s'ils sont parents isolés ou justifient d'une certaine durée d'activité professionnelle. Chaque personne touchant le RSA sera inscrite à France Travail au plus tard le 1^{er} janvier 2025. Elle devra signer un contrat d'engagement comportant un plan d'actions précisant ses objectifs d'insertion sociale et professionnelle

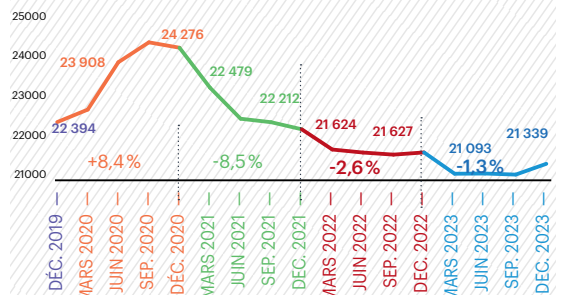
(*La notion d'allocataire est une notion de foyer (à rapprocher par exemple des ménages au sens Insee) et non d'individu. Ainsi, compter des allocataires signifie compter des foyers constitués de personnes seules ou de plusieurs personnes (familles). **Le seuil de pauvreté est fixé par convention à 60% du niveau de vie médian de la population. (INSEE)**

Évolution du nombre d'allocataires du RSA entre décembre 2022 à décembre 2023

	Dec 2023	Variation sur un an
RSA	21 339	-1,3%
Moins de 30 ans	4 502	-3,5%
Plus de 50 ans	5 425	-1,9%
Monoparent	7 330	-0,1%
Personnes couvertes	44 059	-1,5%

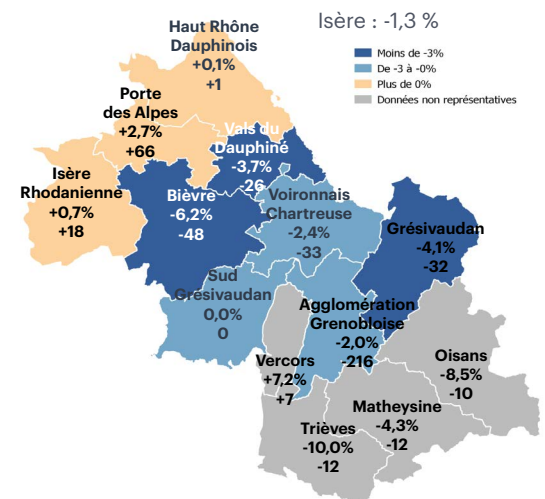
Source : CAF de l'Isère - ELISA - BE - semi consolidées - décembre 2023

Évolution du nombre d'allocataires du RSA entre décembre 2019 et décembre 2023



Source : CAF de l'Isère - ELISA - BE - semi consolidées - décembre 2023

Évolution du nombre d'allocataires du RSA entre décembre 2022 et décembre 2023



Source : CAF ELISA - données brutes

une bonne saison touristique et des difficultés dans le commerce et l'artisanat

TOURISME | Un bilan de la saison hivernale plutôt positif

La saison hivernale 2023/2024 se clôture avec une augmentation de 4 % de la fréquentation touristique par rapport à l'hiver dernier, en comptant les nuitées marchandes et non marchandes. Cette progression se retrouve également dans la fidélité des touristes étrangers aux stations iséroises, en augmentation de 6 % par rapport à la saison précédente.

Ces chiffres globaux masquent cependant des situations contrastées selon les territoires et les activités. Si certaines stations ont enregistré des records de fréquentation, d'autres, situées à des altitudes plus modestes, ont fait face à des difficultés d'ouverture. Les domaines de ski nordiques, souvent situés en moyenne montagne, ont également rencontré des difficultés.

Enfin, côté dépense, les touristes se sont montrés assez prudents.

ARTISANAT | Une situation économique difficile

Selon les enquêtes de la Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat, en 2023, les chefs d'entreprise ont rencontré des difficultés. La situation est marquée par la hausse des coûts de l'énergie et des matières premières, les ruptures d'approvisionnement et les difficultés à recruter, autant de problématiques qui sont toujours d'actualité.

En Isère, 7 artisans sur 10 sont inquiets pour la santé financière de leur entreprise. Sur toute l'année 2023, 40 % des répondants isérois ont mentionné une décroissance de leur chiffre d'affaires. La baisse de la demande a eu un impact négatif sur le niveau d'activité des entreprises. Pour faire face à cette situation, la majorité d'entre eux a mis en œuvre une diversification de leur offre, avec la mise en place de nouveaux services et de nouveaux produits.

COMMERCE TRADITIONNEL | Une baisse de la consommation qui se confirme

En cumul sur un an, l'activité commerciale est stable (+0,4 contre -0,2% en France).

Après un tout début 2023 assez bon, les chiffres d'affaires des commerces de proximité se sont dégradés tout au long de l'année. Les ménages ont réduit leur consommation notamment dans l'équipement de la personne (-4,4%) et du foyer (-5,9%). Le secteur alimentaire (+3,3%) a en partie répercuté l'inflation sur les prix. Cette baisse de la consommation touche également le e-commerce.

Hors inflation, les chiffres d'affaires du commerce de détail baissent de -4,2 % sur un an (-4,8 % en France).

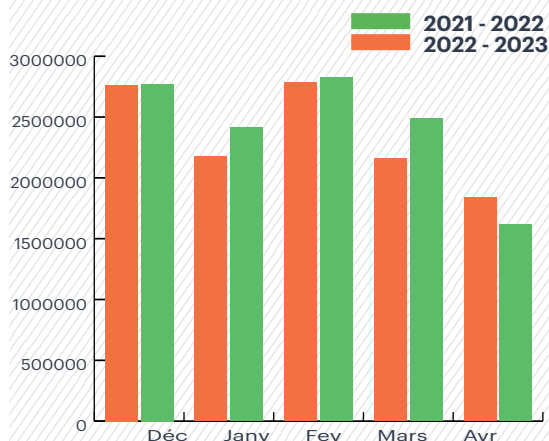
À RETENIR

43 200 entreprises artisanales

Sources : Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes, Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble, Isère Attractivité, Domaines skiabiles de France

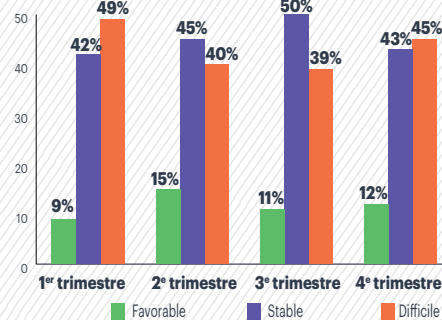
Pour aller plus loin : [Isère Attractivité, Le tourisme en Isère Hiver 2023/24 - Mars 2024](#)

Évolution des nuitées touristiques en Isère



Sources : Isère attractivité - Observatoire du Tourisme - Flux vision Tourisme

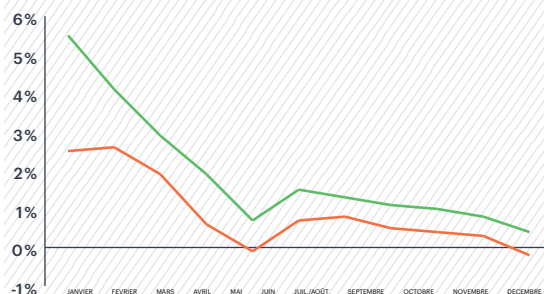
Isère : situation économique perçue des entreprises artisanales en 2023



Source : données issues des enquêtes trimestrielles de la CRMA en 2023, avec au global 12 367 répondants sur la région.

Note de lecture : au 4^e trimestre 2023, 45% des artisans déclarent être dans une situation économique difficile, 43% stable et 12% favorable.

Évolution des chiffres d'affaires cumulés du commerce de détail en 2023 comparés à 2022



Sources : CCI de Grenoble du commerce traditionnel indépendant (<300 m²). Banque de France

Région grenobloise 2023 /2022
France 2023 /2022

ZOOM SUR...

La microélectronique : Auvergne-Rhône-Alpes, 1^{ère} région française

CONTEXTE | La microélectronique au cœur de la transition numérique des sociétés et des industries

La généralisation des produits numériques a entraîné ces dernières années une hausse massive de la demande mondiale en semi-conducteurs. Pour la satisfaire, les géants du secteur - l'américain Intel, le taïwanais TSMC, le sud-coréen Samsung Electronics - investissent massivement dans leurs outils de production et dans l'innovation.

Confrontée à une pénurie de puces électroniques lors de la crise sanitaire, l'Union Européenne a décidé de renforcer ses capacités industrielles, au travers de l'European Chips Act représentant 43 Md€ de subventions d'ici 2030. Cette stratégie est accompagnée par le plan France 2030.

La microélectronique française bénéficie de plusieurs programmes européens, tel que le PIIEC* « microélectronique et connectivité » : en juin 2023, les projets de 12 entreprises françaises (dont 5 iséroises) ont été sélectionnés, représentant 7 Md€ d'investissement pour créer de nouvelles usines et soutenir l'innovation.

La montée en puissance de cette industrie soulève des enjeux environnementaux et des problématiques de formation et de recrutement.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | Une concentration de la microélectronique dans le bassin grenoblois
Localisée principalement dans le bassin grenoblois, la microélectronique a connu un fort développement depuis les années 90. Cette filière stratégique a bénéficié de soutiens publics importants non seulement de la part de l'Europe et de l'Etat, mais aussi des collectivités territoriales, qui cofinancent les Plans Nano 2022 et Nano 2026.

Dans la région, la filière compte 241 entreprises positionnées sur toute la chaîne de valeur, dont 80 % dans le bassin grenoblois, qui accueille des leaders mondiaux (STMicroelectronics, Soitec, Lynred...) ainsi qu'une quarantaine de start-ups innovantes (dont Aledia, Greenwaves, Quobly, Upmem, Hap2U, Aryballe, Kalray, APIX Analytics ou encore MicrooLED ...). Plusieurs de ces sociétés sont issues du CEA-LETI, l'un des grands centres européens de R&D.

À RETENIR

Dans le bassin grenoblois :
198 acteurs
27 000 emplois sur l'ensemble de la filière (recherche et industrie)

Sources :

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises, Invest in Grenoble Alpes
*PIIEC : projet d'intérêt européen commun. Les 5 acteurs isérois sont Aledia, Lynred, Telédyne e2V, Soitec, STMicroelectronics.
*CNDP : Commission Nationale du Débat Public

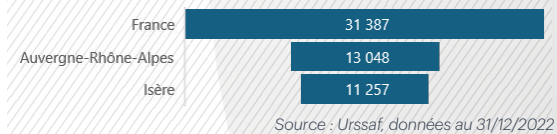
Pour en savoir plus :

<https://plateforme-iet.auvergnerhonealpes-entreprises.fr/informations-economiques/publications/panorama-des-acteurs-de-la-microelectronique-en-auvergne-rhone-alpes>

https://www.investingrenoblealpes.com/wp-content/uploads/2020/02/Invest-In-Grenoble-Alpes_Flyer-Electronics.pdf

Récemment, STMicroelectronics et Global Foundries ont annoncé la construction d'un nouveau site à Crolles, avec 1 000 emplois directs, visant à doubler les capacités de production. Ce projet de « mega-fab », a reçu un soutien important de l'Etat (2,9 Md€ d'euros) pour un investissement total de 7,5 Md€ d'euros. La phase de concertation préalable est terminée et la CNDP* devrait officiellement la clôturer début juillet.

Les emplois dans la fabrication de composants électroniques (code NAF 2611Z)



Source : Urssaf, données au 31/12/2022

Principaux domaines d'application de la microélectronique



Remerciements aux organismes qui ont participé à l'édition de ce numéro



Directeur de publication : Joëlle SEUX
Co-directeur : Séverine BATTIN
ISSN 2431-241X

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises Isère
4 Place Robert Schuman - 38000 GRENOBLE
Tél. : 04 76 70 97 18

Département de l'Isère
7 rue Fantin-Latour - CS 41096 - 38022 Grenoble Cedex 1
Tél. : 04 76 00 38 38

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises | Isère

co-financée par :

